



DANS CE NUMÉRO

Analyse : l'escalade des tensions et la stratégie russe
Évolution des opérations
Environnement économique
La Russie de Poutine en 100 questions

CONTEXTE

- Les procédures d'examen d'entrée de l'Ukraine, de la Géorgie et de la Moldavie dans l'Union européenne ont été lancées le 28 février 2022.
- La Cour internationale de Justice, le 16 mars 2022, a enjoint la Russie à suspendre ses opérations militaires sur le territoire de l'Ukraine (1).
- L'UNHCR fait état, le 20 mars 2022, du départ de près de 3,5 millions de réfugiés d'Ukraine (2) - il s'agit de l'exode le plus massif en Europe depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.
- Selon *The Times*, le président Zelensky a survécu à plusieurs tentatives d'assassinat (3).

ÉVOLUTION DES
OPÉRATIONS

La Russie semble, selon Michel Goya (1), devoir faire face à une « crise de la manœuvre (2) ». Le ravitaillement par l'arrière ralentit les convois. Les forces paraissent insuffisantes de part et d'autre pour obtenir des résultats de rupture dans les jours à venir. L'enlèvement des positions et l'incomplète suprématie aérienne de la Russie contribuent à la construction d'une guerre d'usure pour les forces ukrainiennes (3).

L'ESCALADE DES TENSIONS
ET LA STRATÉGIE RUSSE

Le 24 février 2022, après plusieurs semaines de négociations et de montée en puissance des tensions, le président V. Poutine annonce le début d'une vaste opération de « dénazification » et de « démilitarisation » en Ukraine. Elle correspond en réalité à une invasion militaire. La chute du bloc soviétique, en 1991, est le facteur catalyseur d'une large et latente conflictualité entre la Fédération de Russie et l'Ukraine. Cette dernière présente, du point de vue russe, un intérêt géostratégique majeur : clé des mers chaudes via la mer d'Azov et la Crimée, verrouillage du contournement des Carpates en sus du Bélarus. À cela s'ajoutent d'importants liens socio-historiques ; Kiev étant présentée par V. Poutine comme le cœur de la culture slave (1), tandis qu'environ 17 % des Ukrainiens sont russophones (2). L'Ukraine se tourne pourtant, lors de la « révolution orange » de 2004, vers un président europhile - V. Iouchtchenko - qui porte un nouveau tropisme ukrainien vers l'Union européenne (UE). Il est remplacé en 2010 par V. Ianoukovitch, son concurrent russophile. En 2013, celui-ci enclenche une phase contestataire dans son pays en renonçant à un accord avec l'UE (3) au profit d'un renforcement des relations russo-ukrainiennes. Les événements d'Euromaïdan, du nom de la place principale de Kiev où ont lieu les affrontements (4), durent jusqu'au départ de V. Ianoukovitch, au profit de P. Porochenko - qui signe un accord de libre-échange avec l'Union en juin 2014. Dans les provinces russophones (oblasts de Donetsk et Lougansk), ce revirement conduit à une guerre civile, où les séparatistes du Donbass reçoivent le soutien direct des forces armées russes (5). La Crimée est, dans ce cadre, assaillie par les troupes russes : V. Poutine fait voter un référendum plébiscitant un rattachement à la Fédération de Russie. La péninsule, qui accueille la base navale de Sébastopol, est annexée sans

affrontement direct ou majeur entre armées ukrainienne et russe. Face à la négation du principe d'intangibilité des frontières, un train de sanctions – toujours en vigueur – est mis en place par les pays occidentaux. Dans une logique de désescalade des tensions, des discussions ont lieu au format Normandie (6). Elles permettent, en septembre 2014, la signature du Protocole de Minsk sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). L'échec de ce dernier doit être pallié par l'accord de Minsk (II) sous les auspices de l'OSCE, de Paris et Berlin. Les treize points de l'accord s'inscrivent dans une démarche de compromis et n'ont pas tous été appliqués (7). L'adoption de nouvelles orientations stratégiques par le président ukrainien V. Zelensky en 2020 et 2021 traduit une volonté d'intégration dans l'OTAN. La perspective de ce rapprochement de l'Alliance des frontières russes est jugée inacceptable par V. Poutine.

L'ESCALADE DANS LE DIALOGUE

L'empoisonnement puis l'emprisonnement de l'opposant russe Alexei Navalny en 2020 ; l'expulsion de dix-huit diplomates russes de la République tchèque et le refus du G7 de reconnaître l'annexion de la Crimée en 2021 ont participé à alimenter une phase d'incubation de la reprise des tensions entre la Russie et l'Alliance Atlantique (8). Cette période préliminaire, ponctuée notamment par une augmentation sensible des violations du cessez-le-feu dans les régions séparatistes (9) et par la délivrance de passeports russes à des milliers d'habitants du Donbass, est révélatrice de la doctrine stratégique de V. Poutine – qui aspire à la recomposition néo-impériale à travers une Russie-puissance inspirée de l'ex-URSS (10). La réaction de V. Zelensky, à rebours de son début de mandat relativement passif, a inscrit le conflit russo-ukrainien dans un nouveau paradigme (11). Le rapprochement incrémental de l'Ukraine et des forces de l'Occident (OTAN, UE) a permis au pouvoir moscovite de matérialiser sa défiance et de justifier la préparation de ses forces à l'engagement, tout en garantissant avec un vocabulaire choisi ne pas prévoir « d'invasion » de l'Ukraine en l'absence d'une nécessité de légitime défense. L'opération bilatérale russo-bélarusse « Détermination alliée - 2022 » a réuni dans ce cadre entre 100 000 et 190 000 hommes aux frontières est-ukrainiennes à partir de novembre 2021 (12). Elle est, à l'hiver 2021-2022, le principal moyen de pression diplomatique du Kremlin. Pour ce dernier, la démonstration de force doit permettre à la Russie d'asseoir son autorité dans la détermination du destin politique de l'Europe centrale et orientale. Face à ces manœuvres, les communautés du renseignement américaine et britannique ont fait preuve d'un activisme notable (13), complété par une intensification des dialogues diplomatiques entre Russie et membres de l'Alliance Atlantique. La crainte d'une intervention militaire extraterritoriale – manifestement entretenue par les services de renseignement – a ainsi poussé les dirigeants français, allemands et nord-américains à se rendre directement à Kiev et Moscou (14). Paradoxalement, dans l'hypothèse d'une invasion de l'Ukraine, malgré des promesses – in fine réalisées – de sanctions draconiennes (15), l'OTAN – par la voix de Joe Biden – a indiqué très tôt exclure toute intervention militaire sur le territoire ukrainien, au motif que cela déclencherait une « guerre mondiale » (16). Cette posture préventive a probablement participé à simplifier la prise de décision et les options russes.

RUPTURE PARADIGMATIQUE ET HAUTE INTENSITÉ

Le 21 février 2022, V. Poutine reconnaît l'indépendance des « républiques populaires » de Donetsk et de Lougansk, républiques auto-proclamées de la région du Donbass. Malgré les menaces et une première vague de sanctions, notamment la suspension américaine des investissements dans ces deux territoires, la Russie prend la décision d'engager une offensive militaire totale sur le sol ukrainien. Cette agression marque un point de rupture dans l'ordre diplomatique ; la présence même de la guerre sur le territoire européen constitue un changement de paradigme historique (17).

ENVIRONNEMENT

ÉCONOMIQUE

Le brut de Brent a dépassé les 130 USD sur fond de boycott du pétrole russe par les Etats-Unis et le Royaume-Uni. L'Europe questionne ses stocks stratégiques pour l'hiver 2022-2023 ; les Occidentaux envisagent des partenariats renforcés avec d'autres fournisseurs de pétrole et de gaz (Algérie, Venezuela) (1). La Norvège est à la limite de ses capacités d'exploitation. Par ailleurs, la Russie a dressé une liste de « pays hostiles », dont la France, qui pourront être remboursés en roubles (2). Ces paiements sont difficilement recevables, le rouble russe ayant perdu 45 % de sa valeur. Fitch prévoit à ce titre un défaut de paiement « imminent ». Sur le plan intérieur, le blocage des capacités d'action de la banque centrale russe est susceptible d'exposer la population à des répercussions drastiques : inflation, pénurie de devise, déséquilibre de la balance des paiements (*de facto*) et faillites de masse. Il n'est pas certain que la forte étatisation de l'économie russe parvienne à compenser ces difficultés (3).

LA RUSSIE DE POUTINE

EN 100 QUESTIONS

En fondant son ouvrage sur une centaine de questions réparties en sept thèmes (histoire, pouvoir, institutions, géographie, économie, société et politique étrangère), Tatiana Kastouéva-Jean – directrice du centre Russie/NEI de l'Institut français des relations internationales (Ifri) – offre un regard accessible et actualisé (septembre 2020) sur la réalité du pouvoir de Vladimir V. Poutine et sur la personnalité du dirigeant. Fondé uniquement sur des données du Centre Levada et accompagné de cartes, *La Russie de Poutine en 100 questions* permet d'entre-apercevoir les raisons de la logique isolationniste russe, au cœur desquelles la nostalgie du tsarisme et l'importance d'une « confrontation » avec l'Occident. Tant la description du choc culturel traumatique lié au nazisme que celle de la « résilience structurelle » de l'économie russe aux sanctions de 2014 soulèvent des axes analytiques pertinents dans le cadre de l'offensive à l'interface ukrainienne.

Tatiana Kastouéva-Jean, *La Russie de Poutine en 100 questions*, coll. "Texte", Tallandier, 2020, 320 p.

LE COURS DU DNIÉPR

Une publication de l'IEC-IES.

Directeur de publication :

Thomas Meszaros

Responsable pédagogique :

Fabien Despinasse

Relecture :

Chiara Alexandre

Rédaction :

Lou Rocca, Alexandre Léonard,
Adrien Berteaux

www.institut-crisis.org

Ce dernier réaffirme la dialectique politico-militaire de la guerre : la stratégie d'escalade russe déclenche un mouvement de métronome entre sanctions économiques ou diplomatiques et développements militaires. La Russie devient, en l'espace de dix jours, l'État le plus sanctionné au monde, devant la Corée du Nord (18). La multiplicité, l'intensité et la nature même de ces sanctions ont pour objectif affiché d'asphyxier l'économie russe et d'isoler, d'une façon inédite depuis la fin de la Guerre froide, l'ensemble du réseau d'influence russe sur la scène internationale. L'articulation dialectique entre sanctions et manœuvres militaires dessine, en tout état de cause, des lignes de fracture – comme au sein du P5 et du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) (19) sur l'ensemble des votes relatifs à la crise, et est alimentée au premier chef par la rhétorique du Kremlin qui assure avoir préparé la résilience de ses institutions à ces répercussions internationales. La justification de l'effort de guerre total par V. Poutine s'appuie notamment sur le passé traumatique de la Russie et sur le registre passionnel (20). Le champ lexical mobilisé fait référence à la Seconde guerre mondiale (« dénazification », « néonazis » et « génocide »), et s'inscrit dans la mentalité de siège russe (« démilitarisation » et « opération militaire spéciale »). Celle-ci s'adosse à la position prétendument défensive de Moscou face à l'avancée de l'Alliance Atlantique. L'escalade rhétorique de V. Poutine porte également sur le registre non-conventionnel (nucléaire) via une double menace. La première est directe : la Russie rappelle qu'elle possède l'arme atomique. L'OTAN y répond par la réaffirmation de sa stratégie de dissuasion, à laquelle succède le relèvement du niveau d'alerte russe. La seconde est indirecte : la Russie cible les infrastructures nucléaires, radiologiques, bactériologiques et chimiques (NRBC) ukrainiennes civiles – comme la centrale de Zaporijjia – tout en accusant son voisin d'accueillir ou préparer des armes de destruction massive au profit des États-Unis d'Amérique.

PROSPECTIVE

La Russie a déjà, lors de son annexion de la Crimée en 2014, brandit la menace atomique face aux éventuelles « interférences » extérieures. La pression politico-militaire est éminemment différente à l'occasion de ces nouveaux actes de belligérance, qui rapprochent le territoire européen de la perspective d'un conflit de haute intensité. L'éventuelle et probable future situation de nucléarité du Bélarus (21) peut laisser craindre l'émergence d'une pression nucléaire territorialement totale et absolue en Europe de l'Est. L'escalade sémantique actuelle de l'ensemble des acteurs et la menace d'utilisation du haut du spectre opérationnel par la Fédération de Russie participent à alimenter un débat entre experts sur la doctrine russe d'usage de l'arme. Certains spécialistes, tels que Jean-Sylvestre Mongrenier (22), estiment ainsi possible que V. Poutine utilise l'arme nucléaire à l'échelon tactique (frappes tactiques ou stratégiques) pour s'extraire par le choc d'une éventuelle usure des manœuvres militaires russes et de l'isolement diplomatique dans lequel il a été placé. D'autres, comme Bruno Tertrais (23), pensent a contrario que le Kremlin n'aurait pas d'intérêt direct à s'engager en premier dans une offensive nucléaire, au risque de perdre toute latitude de négociations et toute possibilité de justification victimaire (actions en légitime défense) jusqu'au niveau institutionnel interne.

Références page suivante.



RÉFÉRENCES

L'escalade des tensions et la stratégie russe

- (1) L'essai de V. Poutine *Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens* est disponible en français sur le site de l'ambassade de la Fédération de Russie en France : https://france.mid.ru/fr/presse/russes_ukrainiens/
- (2) Dafflon, Denis. « Les Russes d'Ukraine : un enjeu lié à la définition de l'identité nationale », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 39, no. 1, 2008, pp. 95-120.
- (3) L'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA) et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part devait initialement être signé en 2013. Le revirement du pro-russe V. Ianoukovitch après cinq ans de négociations conduit à ce que la signature de ce traité, par P. Porochenko, soit repoussée au 21 mars 2014.
- (4) Affrontements meurtriers - qui ont fait au moins 120 morts et 1850 blessés.
- (5) AFP, « Menacée de nouvelles sanctions, la Russie nie avoir des troupes en Ukraine » : <https://www.nouvelobs.com/monde/20141113.AFP0628/menacee-de-nouvelles-sanctions-la-russie-nie-avoir-des-troupes-en-ukraine.html>
- (6) Le format Normandie correspond au rassemblement de l'Ukraine et de la Russie à la table des négociations, sous l'arbitrage de la France et de l'Allemagne. Ce format est mobilisé pour la première fois lors de la commémoration du centenaire du débarquement allié en Normandie.
- (7) Boulègue, Mathieu. « La guerre dans le Donbass trois ans après les Accords de Minsk 2 », *Revue Défense Nationale*, vol. 809, no. 4, 2018, pp. 107-112.
- (8) Gomart, Thomas. « Ce qu'Alexeï Navalny nous dit de la Russie », *Études*, vol. , no. 3, 2021, pp. 33-34.
- (9) L'intégralité des rapports de l'OSCE à ce sujet sont disponibles ici : [https://www.osce.org/press-releases?filters=+im_taxonomy_vid_1:\(896\)](https://www.osce.org/press-releases?filters=+im_taxonomy_vid_1:(896))
- (10) Essai de Vladimir Poutine, op.cit.
- (11) Mendras, Marie. « Ukraine-Russie, trente ans de divorce », *Esprit*, vol. -a, no. 7-8, 2019, pp. 191-198.
- (12) En fonction des sources. CIA et Mi6 intègrent les combattants du Donbass aux 190 000 hommes.
- (13) Follorou, Jacques. « Comment le scénario d'une invasion russe en Ukraine a divisé les services secrets occidentaux dès l'automne », *Le Monde*, 4 mars 2022. *
- (14) Cf. visite du président Macron à Moscou le 7 janvier 2022 et à Kiev le 8 janvier 2022.
- (15) Mesures restrictives de l'UE en réaction à la crise en Ukraine : <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/restrictive-measures-ukraine-crisis/>
- (16) Finn, Teaganne. "Biden warns Americans in Ukraine to leave, says sending troops to evacuate would be 'world war'", NBC News, 10 mars 2022 (en ligne). URL : <https://www.nbcnews.com/politics/white-house/biden-warns-americans-leave-ukraine-russia-troops-world-war-rcna15781>
- (17) Adresse du président de la République aux Français du 24 février 2022.
- (18) Selon la base de données castellum.ai
- (19) Cf. les résultats du vote du projet de résolution déplorant l'« agression contre l'Ukraine ».
- (20) Dufaud, Grégory. « D'un conflit à l'autre : les traumatismes de guerre en Russie et en Union Soviétique (1904-1945) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 281, no. 1, 2021, pp. 55-67.
- (21) Le 27 février 2022, la Biélorussie a réformé sa constitution. Son statut d'État non-doté et l'obligation de neutralité du gouvernement en ont été supprimés.
- (22) Mongrenier, Jean-Sylvestre. « L'agression russe en Ukraine : situation militaire et réflexions stratégiques », desk-russie.eu, 11 mars 2022 (en ligne). URL : <https://desk-russie.eu/2022/03/11/lagression-russe-en-ukraine.html>. V. également : Brown, Larisa. "Is a nuclear war likely? Would Putin fire first?", *The Times*, 6 mars 2022
- (23) Nadau, Louis. « Menaces nucléaires de Poutine : "Il faut garder la tête froide" », *Marianne*, 28 février 2022 (en ligne). URL : <https://www.marianne.net/monde/geopolitique/menaces-nucleaires-de-poutine-il-faut-garder-la-tete-froide>

Contexte

- (1) Ordonnance du 16 mars 2022, UKRAINE c. FÉDÉRATION DE RUSSIE, rôle général n° 182.
- (2) Cf. portail opérationnel de données de l'UNHCR pour les statistiques à jour : https://data2.unhcr.org/en/situations/ukraine#_ga=2.178522980.1127168122.1647120372-736836889.1647120372
- (3) En raison de leur caractère sensible, ces informations sont en partie contestées par la Russie et le nombre de tentatives d'assassinat diffère selon les relations entre source et belligérants. *The Times*, repris par les médias français, évoque trois tentatives et le déploiement de 400 paramilitaires du groupe Wagner : Rana, Manveen. "Volodymyr Zelensky survives three assassination attempts in days", *The Times*, 3 mars 2022.

Evolution des opérations

- (1) Michel Goya est un éminent historien et militaire français (www.lavoiedelepee.blogspot.fr).
- (2) Cf. développement stratégique de Michel Goya sur Twitter : https://twitter.com/Michel_Goya/status/1500732939163906050
- (3) *France Culture*, « Guerre en Ukraine : questions militaires et stratégiques. Avec Olivier Kempf et Elie Tenenbaum » (44 min.). Disponible à l'écoute sur : <https://www.franceculture.fr/emissions/l-invite-e-des-matins/guerre-en-ukraine-questions-militaires-et-strategiques-avec-olivier-kempf-et-elie-tenenbaum>

Environnement économique

- (1) V. par exemple : Delcas, Marie. « Guerre en Ukraine : les Etats-Unis et le Venezuela entament un rapprochement autour du pétrole », *Le Monde*, 08 mars 2022.
- (2) Cf. site du Kremlin : <http://en.kremlin.ru/acts/news/67948>
- (3) Durand, Cédric, et Maxime Petrovski. « Un développementalisme russe ? Les limites du retour de l'État producteur », *Autrepart*, vol. 48, no. 4, 2008, pp. 25-43.

LE COURS DU DNIÉPR

Une publication de l'IEC-IES.

Directeur de publication :
Thomas Meszaros

Responsable pédagogique :
Fabien Despinasse

Relecture :
Chiara Alexandre

Rédaction :
Lou Rocca, Alexandre Léonard,
Adrien Berteaux

www.institut-crisis.org